

ouvert à tous les fournisseurs, américains comme chinois. « Cette approche a le mérite de fixer des lignes directrices », estime Antoine Duboscq, à la tête de l'éditeur du logiciel collaboratif en ligne Wimi, utilisé par le Parlement et plusieurs communes.

Si ces recommandations montrent la voie à suivre, elles ne sont pas contraignantes pour les entreprises tricolores, encore très dépendantes des Gafam. « Ces derniers disposent d'énormes capacités

quant à la puissance de calcul et l'infrastructure, avec lesquelles personne ne peut encore rivaliser », regrette un responsable du CAC40. Cela va peut-être changer. Le projet allemand Gaia-X, soutenu par la France, cherche à fédérer l'ensemble des poids lourds européens, SAP, Siemens, Atos, pour proposer une alternative dès ce printemps. De quoi peut-être chasser les sombres nuages du Cloud Act. *

EMMANUEL PAQUETTE

Sécurité

Comment les espions protègent nos entreprises

Longtemps délaissée, la défense des intérêts économiques de la France est désormais une priorité. Mais les moyens laissent à désirer.



SÉBASTIEN THIBAUT/ANNA GOODSON

C'est un étudiant trop curieux, entré dans un laboratoire de recherche au moyen d'un faux CV. Ou une chargée d'affaires commerciales qui tait ses liens familiaux avec le dirigeant d'une entreprise étrangère rivale. Ou alors un patron, en voyage loin d'Europe, qui répond par mail à un appel d'offres, via le réseau Wi-Fi public de son hôtel, avant de découvrir que son concurrent local s'est aligné sur sa proposition, s'emparant ainsi du marché convoité. Ces cas bien réels – mais anonymes – figurent dans les *Flash ingérence*, les bulletins mensuels et publics rédigés par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) pour sensibiliser les sociétés tricolores aux risques d'espionnage.

Car les espions français ne luttent pas seulement contre le terrorisme. Parmi leurs missions figure aussi la protection des intérêts industriels, scientifiques et financiers du pays. Une préoccupation croissante sur fond de guerre économique. « La lutte contre le pillage de la France, comme la défense de nos entreprises, sont de vrais enjeux qui devraient susciter une mobilisation nationale. Mais nous sommes un peu naïfs sur ce sujet... », regrette un homme au cœur du dispositif. Message reçu 5 sur 5 par la Coordination nationale du renseignement, la cellule basée à l'Élysée, qui a publié en juillet 2019 la nouvelle « Stratégie nationale du renseignement », après avoir sondé les patrons des grands groupes nationaux.

Dans ce document, « la défense et la promotion de notre économie » sont élevées au rang d'enjeux prioritaires, au même titre que les menaces terroristes. L'objectif est double : « détecter et neutraliser le plus en amont possible toute menace sérieuse », mais aussi veiller à « la promotion de nos intérêts économiques ».

Deux préoccupations sont mises en exergue : la lutte contre les fraudes financières, fiscales, sociales ou à la propriété intellectuelle, et l'« instrumentalisation des champs normatifs et contentieux ». Visées : les manœuvres des autorités judiciaires étrangères qui obligent les entreprises françaises à « transférer des actifs essentiels à leur prospérité », notamment en dévoilant des données confidentielles concernant leurs dirigeants, clients et fournisseurs, ainsi que de précieuses informations financières ou technologiques. Une spécialité made in USA. « On se polarise sur le danger russe et chinois, certes réel, mais qui porte moins préjudice aux sociétés hexagonales que les menaces de sanctions et d'embargo brandies par les Américains ou leur loi anti-corruption dont la portée est extraterritoriale », estime Eric Denécé, directeur du Centre de recherche français sur le renseignement.

La sécurité économique de la France a longtemps affiché un encéphalogramme plat. Il a fallu attendre 2002 pour que, enfin, une circulaire ministérielle jette les bases – plus de quatre décennies après l'ordonnance de 1959 qui faisait de la défense économique l'une des dimensions de la sûreté globale... Une nouvelle ère ? Pas tout à fait pour Eric Denécé : « Nous n'en sommes qu'aux effets d'annonce, juge-t-il. Les améliorations sont encore marginales, car nos gouvernants ne comprennent pas la compétition économique et ils se défont du renseignement. »

Les spécialistes de la sécurité font de leur mieux avec les moyens du bord – DGSI en tête. « Mais ce service, comme les autres, ne dispose pas de bons connaisseurs de l'entreprise en nombre suffisant, pointe un expert. Or lire un bilan ou comprendre les méthodes de déstabilisation ne s'improvise pas. »

Vis-à-vis de ses voisins européens, néanmoins, la France n'a pas à rougir de sa défense économique. « Malgré nos lacunes, nous sommes les seuls à réagir, assène un spécialiste du sujet. Nous faisons dix fois plus que les autres, qui se sont couchés devant les Américains dans tous les domaines ! » *

ANNE VIDALIE